**COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LA POSSONNIERE**

SEANCE DU 7 AVRIL 2017

DATE DE CONVOCATION : 31 MARS 2017

NOMBRE DE CONSEILLERS ELUS : 19

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 18

NOMBRE DE CONSEILLERS PRESENTS : 14

L'an deux mil dix-sept, le sept du mois d'avril, à vingt heures et trente minutes, les membres du Conseil Municipal de la commune de LA POSSONNIERE se sont réunis à la Mairie dans la salle du Conseil Municipal de LA POSSONNIERE sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : M. Jacques GENEVOIS, Maire ;

Mme Bénédicte GAUDIN, M. Alain FAGAT, Mme Béatrice MECHIN, M. Jean-Charles BREVET, adjoints ;

Mme Annie PODEUR, M. Bruno ANDRE, M. Jean-Luc MAHE, M. Pascal MARGOT, Mme Ginette ALBERT, M. Pierre ROUSSEAU, Mme Anne LAHAY, Mme Emmanuelle ROUSSEAU, Mme Pauline MAGALHAES, conseillers.

Pouvoirs :

- M. Cédric VARY à Mme Bénédicte GAUDIN.
- Mme Isabelle GAUBERT à M. Jacques GENEVOIS.
- M. Christian ROUSSEAU à M. Pierre ROUSSEAU.

Absent :

- M. Damien BURY.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Annie PODEUR.

Désignation du secrétaire adjoint : M. Benoît RIGAUDEAU, Directeur des services.

Approbation du compte-rendu de la séance du 3 mars 2017 : Le compte-rendu de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

2017.017 – CADRE DE VIE, DEVELOPPEMENT ET URBANISME – ORIENTATIONS EN ESPACES VERTS

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un certain nombre d'actions ont été menées dans le cadre du projet des services techniques et notamment au niveau des espaces verts avec le recrutement d'un chef de service.

Parallèlement à ce recrutement, le projet de service prévoyait également de déterminer de manière plus précise les attentes et les objectifs de l'équipe municipale au niveau des espaces verts. Il précise que cette commande politique est d'autant plus nécessaire que les services techniques et notamment les agents des espaces verts vont être transférés à la communauté de communes.

Il indique que la commission Cadre de Vie, Développement et Urbanisme a travaillé sur le sujet depuis quelques mois. Il laisse la parole à M. Jean-Charles BREVET pour la présentation de ce document.

M. BREVET expose que ce document d'orientation a pour objectif de déterminer les attentes des élus en termes d'espaces verts et servira de base à l'évaluation du service. Il présente ce document qui s'articule autour de trois grandes parties.

Premièrement, ce document reprend le contexte actuel des espaces verts sur la commune. Il met en avant une demande croissante et exigeante sur la présence d'espaces verts en agglomération dans

Séance du Conseil Municipal du 7 avril 2017

un cadre de développement durable qui impose de nouvelles normes et de nouvelles pratiques : gestion différenciée, zérophyto... Il reprend également le contexte plus local avec l'inscription de la commune au Val de Loire, patrimoine de l'Unesco, la proximité de Vegepolys, l'implantation de l'entreprise BARRAULT au sein de la commune et la présence de la Loire à vélo.

Ensuite, le document reprend les enjeux autour des espaces verts : environnementaux, culturels, politiques et sociaux. Puis sont déclinés les objectifs : l'amélioration de la qualité de vie des habitants, l'amélioration de l'accueil, l'amélioration de l'image véhiculée par la commune.

Le document détaille ensuite sur la commune les différents espaces identifiés classés en trois grandes catégories :

- Les espaces verts structurés et fleuris : des espaces de «prestige» où la nature est maîtrisée et organisée.
- Les espaces verts d'accompagnement : des espaces dont l'objectif est d'offrir un cadre agréable à l'habitat, aux lieux de vie et de circulation. Les végétaux plantés s'accompagnent d'une végétation spontanée mais régulée.
- Les espaces naturels : des espaces «prairiaux» laissés libres au développement de la végétation spontanée. Ils constituent un habitat favorable à l'accueil d'une importante biodiversité indigène. Ces espaces ont une fonction écologique très forte puisqu'ils jouent un rôle de réservoir d'espèces de faune et de flore locales et de corridors écologiques entre l'espace rural et l'espace urbain.

Le document recense ensuite l'ensemble des espaces présents sur la commune dans ces trois catégories et précise le rôle des services.

M. BREVET indique que ce document donne des orientations sur les espaces verts de la commune et doit servir de cadre au renouvellement de nos outils de suivi.

Ce document a initié un travail universitaire en cours portant sur un état des lieux, un diagnostic de nos espaces afin de faire des propositions illustrées et chiffrées d'aménagement.

Ces deux étapes permettront de réinterroger le plan de gestion différenciée des espaces verts et de construire un programme pluriannuel d'aménagement.

Pour conclure, M. le Maire indique que ce travail est d'autant plus utile que la gestion des espaces verts sera exécutée à l'avenir par des agents intercommunaux et qu'il facilitera la commande et l'évaluation du service réalisé.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal,

- PREND ACTE du travail effectué sur ce document de programmation des espaces verts.

2017.018 – AFFAIRES COMMUNALES – SUIVI DES DOSSIERS COMMUNAUX

M. le Maire laisse la parole aux responsables des commissions pour faire un point sur l'état d'avancement des dossiers.

Communication : Site internet

Mme Emmanuelle ROUSSEAU, conseillère déléguée à la communication, indique que la refonte du site internet a été retenue au budget 2017 et qu'une consultation a été lancée à cet effet au cours du premier trimestre. La commune a retenu une nouvelle agence, Médiapilote, pour refondre et administrer le site de la commune.

Ce nouveau prestataire va permettre à la collectivité de pouvoir conserver la solution de gestion du site actuel tout en bénéficiant d'applications plus récentes et surtout d'une modification graphique du site dont la version actuelle commence à dater.

La proposition retenue permet également un accès du site sur mobile ou tablette, la possibilité d'avoir des liens sur des réseaux sociaux et d'avoir des pages en langue étrangère.

Elle indique que le travail avec l'agence a débuté cette semaine pour recenser de manière précise les besoins et de pouvoir discuter à l'avenir sur les différentes propositions graphiques qui seront mises en avant.

Une présentation de la nouvelle maquette du site devrait être faite devant le Conseil Municipal avant cet été.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal :

- PREND ACTE de ces informations.

2017.019 – AFFAIRES INTERCOMMUNALES – SUIVI DES ORGANISMES EXTERIEURS

M. le Maire laisse la parole aux délégués des organismes extérieurs pour faire un point sur l'état d'avancement des dossiers.

SIRSG : présentation des budgets :

Mme Bénédicte GAUDIN, déléguée au Syndicat Intercommunal de la Région de Saint Georges sur Loire (SIRSG), présente le budget du syndicat adopté le 14 mars dernier.

Les comptes de 2016 font ressortir des déficits de 40 000.00 € environ en fonctionnement et de 325 000.00 € en investissement compte tenu de la perception différée de recettes attendues. Compte tenu des excédents des années antérieures, des excédents de 70 000.00 € et de 80 000.00 € sont cependant reportés sur le budget 2017.

Le budget de fonctionnement 2017 s'élève à 750 000.00 €. Il est financé en partie par les dotations des communes à hauteur de 470 000.00 € et de 210 000.00 € de la CAF.

Il sert à financer l'administration générale dont le coût s'élève à 70 000.00 €, la petite enfance pour 305 000.00 €, l'animation sociale du territoire pour 150 000.00 € et sert de boîte aux lettres à hauteur de 240 000.00 € pour l'activité jeunesse.

La participation demandée à la commune en 2017 s'élève à 38 500.00 € dont 7 000.00 € pour l'administration générale, 12 000.00 € pour la petite enfance et 19 000.00 € pour l'animation globale du territoire.

En investissement, rien à noter d'important pour 2017.

Deux conventions sont passées par le SIRSG avec des prestataires.

La première avec l'Atelier pour qu'il assure l'animation globale du territoire et l'animation enfance-jeunesse.

La seconde avec la Boîte à Malice pour la gestion des structures petite enfance. La commune de La Possonnière dispose de 6 000 h00 d'accueil dans ces structures, heures consommées par des habitants de la commune.

M. le Maire précise que l'élection de la nouvelle présidence et du bureau aura lieu dans la semaine à venir ; il rappelle également les enjeux actuels sur la demande de sortie de deux communes et sur le devenir de cette compétence au niveau intercommunal.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal,

- PREND ACTE de ces informations.

2017.020 – AFFAIRES FONCIERES – INTEGRATION D'UNE PARCELLE DANS LE DOMAINE PUBLIC

M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire d'intégrer une parcelle appartenant au domaine privé de la commune dans le domaine public routier.

En effet, la commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section D n°1739 bordant la rue de Coulines et le chemin du Clos Bodin.

Cette parcelle constitue un accotement du domaine public routier situé entre la chaussée et la limite de propriété. Une partie des réseaux – dont le réseau d'eaux pluviales – est enfouie sur cette parcelle.

En tant qu'accotement, cette parcelle constitue un accessoire du domaine public routier.

Séance du Conseil Municipal du 7 avril 2017

Un projet de division de parcelle et de construction de maison est programmé le long de la parcelle concernée. Après avoir étudié les différentes possibilités d'accès de cette propriété sur la voie publique, il s'avère que l'accès le plus cohérent passe par cette parcelle et évite ainsi d'aménager un chemin non revêtu situé à côté.

Il précise que le Conseil Municipal a la compétence pour classer des parcelles dans le domaine public de la commune et que ce classement est dispensé d'enquête publique lorsqu'il n'affecte par la circulation ou le stationnement sur le domaine public routier de la commune.

Compte-tenu du fait que la parcelle en question constitue un accessoire de voirie, que l'accès à une future propriété par cette parcelle constitue la solution la plus cohérente, M. le Maire propose au Conseil Municipal d'intégrer la parcelle cadastrée section D n°1739 bordant la rue de Coulaines et le chemin du Clos Bodin au domaine public de la commune.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **INTEGRE la parcelle cadastrée section D n°1739 au domaine public de la commune.**
- **CHARGE M. le Maire d'effectuer les démarches nécessaires auprès du service des hypothèques.**

2017.021– AFFAIRES FONCIERES – DECLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC

M. le Maire indique au Conseil Municipal qu'un bornage a eu lieu en septembre 2016 à la Roche en vue de diviser une propriété.

La propriété étant en limite du domaine public, le bornage a fait apparaître des incohérences sur le plan cadastral avec une voirie publique empiétant sur la propriété privée et à l'inverse, une propriété privée empiétant sur le domaine public.

Un accord a été trouvé avec les propriétaires concernés pour procéder à un échange de terrain afin de régulariser la situation

Après avoir analysé cette demande, il s'avère que le terrain appartenant à la commune dans cet échange appartient au domaine public de la commune. Par conséquent, il est nécessaire de désaffecter et déclasser ce bien.

M. le Maire indique que ce bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public.

Il est précisé que le déclassement du domaine public de ce bien ne portera atteinte ni à la desserte du quartier, ni à la fonction de desserte et de circulation de la voie adjacente. Cette emprise foncière porte en effet sur les espaces verts communaux.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de constater l'absence d'utilisation de ces 9^m et de procéder à leur déclassement en vue d'un futur échange.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **CONSTATE la désaffectation d'un terrain d'une contenance de 9 m² situé à La Roche.**
- **APPROUVE le déclassement du domaine public communal d'un terrain d'une contenance 9 m² situé à La Roche pour le faire rentrer dans le domaine privé communal.**
- **PRECISE que le terrain d'une contenance de 9 m² fera l'objet d'un échange.**
- **AUTORISE M. le Maire à engager toutes démarches afférentes à cette affaire et à signer tout document y afférent.**

2017.022– AFFAIRES FONCIERES – ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION A N°539 DANS LE SECTEUR DES GUIGNIERS

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que ce dernier a saisi l'opportunité en décembre dernier d'acquérir un peu plus de 1 800 mètres carrés dans la zone Ub 4 du Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle également que cette zone comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoyant la création de douze logements dont un tiers de logements à caractère sociaux.

Lors du premier trimestre 2017, des contacts ont été pris avec le reste des propriétaires de la zone Ub4 pour leur présenter le projet et échanger avec eux sur l'acquisition de leur terrain.

M. le Maire indique avoir reçu une confirmation écrite du propriétaire de la parcelle cadastrée section A n°539 et informe le Conseil Municipal des conditions négociées avec le propriétaire.

Il présente au Conseil Municipal les conditions d'acquisition de cette parcelle visées en comité de direction et en bureau :

- Parcelle cadastrée section A n°539.
- Surface cadastrale de 313 m².
- Prix d'acquisition de 12.00 € le m².
- Frais de bornage éventuel et d'actes notariés à la charge de la Commune de La Possonnière.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir accepter ces modalités d'acquisition, de l'autoriser à effectuer les démarches nécessaires et à signer tous documents se rapportant à l'acquisition de ce bien.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **ACCEPTE les modalités d'acquisition de la parcelle cadastrée section A n°539 décrites ci-dessus.**
- **AUTORISE M. le Maire à engager toutes démarches afférentes à cette affaire et à signer tout document y afférent.**
- **DIT que le dossier sera confié à Me GIRAUDEAU à Saint Georges sur Loire.**

2017.023– AFFAIRES FONCIERES – ACQUISITION D'UNE PARTIE DES PARCELLES CADASTREES SECTION A N°2976 ET 569 DANS LE SECTEUR DES GUIGNIERS

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que ce dernier a saisi l'opportunité en décembre dernier d'acquérir un peu plus de 1 800 mètres carrés dans la zone Ub 4 du Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle également que cette zone comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoyant la création de douze logements dont un tiers de logements à caractère sociaux.

Lors du premier trimestre 2017, des contacts ont été pris avec le reste des propriétaires de la zone Ub4 pour leur présenter le projet et échanger avec eux sur l'acquisition de leur terrain.

M. le Maire indique avoir reçu une confirmation écrite du propriétaire des parcelles cadastrées section A n°2976 et 569 et informe le Conseil Municipal des conditions négociées avec le propriétaire.

Il présente au Conseil Municipal les conditions d'acquisition partielle de ces parcelles visées en comité de direction et en bureau :

- Une partie des parcelles cadastrées section A n°2976 et 569.

- Surface d'environ de 2 245 m².
- Prix d'acquisition de 10.00 € le m².
- Frais de bornage et d'actes notariés à la charge de la Commune de La Possonnière.
- Pose d'une clôture à mouton par la collectivité pour séparer la partie à acquérir de ces parcelles du reste laissé au propriétaire

M. le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir accepter ces modalités d'acquisition, de l'autoriser à effectuer les démarches nécessaires et à signer tous documents se rapportant à l'acquisition de ce bien.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **ACCEPTÉ les modalités d'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section A°n°2976 et 569 décrites ci-dessus.**
- **AUTORISE M. le Maire à engager toutes démarches afférentes à cette affaire et à signer tout document y afférent.**
- **DIT que le dossier sera confié à Me GIRAUDEAU à Saint Georges sur Loire.**

2017.024– AFFAIRES FONCIERES – ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION A N°559 DANS LE SECTEUR DES GUIGNIERS

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que ce dernier a saisi l'opportunité en décembre dernier d'acquérir un peu plus de 1 800 mètres carrés dans la zone Ub 4 du Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle également que cette zone comporte une Orientation d'Aménagement et de Programmation prévoyant la création de douze logements dont un tiers de logements à caractère sociaux.

Lors du premier trimestre 2017, des contacts ont été pris avec le reste des propriétaires de la zone Ub4 pour leur présenter le projet et échanger avec eux sur l'acquisition de leur terrain.

M. le Maire indique avoir reçu une confirmation écrite du propriétaire de la parcelle cadastrée section A n°559 et informe le Conseil Municipal des conditions négociées avec le propriétaire.

Il présente au Conseil Municipal les conditions d'acquisition de cette parcelle visée en comité de direction et en bureau :

- Parcelle cadastrée section A n°559.
- Surface cadastrale de 805 m².
- Prix d'acquisition de 8.00 € le m².
- Frais de bornage éventuel et d'actes notariés à la charge de la Commune de La Possonnière.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir accepter ces modalités d'acquisition et de l'autoriser à effectuer les démarches nécessaires et à signer tous documents se rapportant à l'acquisition de ce bien.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **ACCEPTÉ les modalités d'acquisition de la parcelle cadastrée section A n°559 décrites ci-dessus.**
- **AUTORISE M. le Maire à engager toutes démarches afférentes à cette affaire et à signer tout document y afférent.**
- **DIT que le dossier sera confié à Me GIRAUDEAU à Saint Georges sur Loire.**

2017.025 – FINANCES – BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DES TAUX POUR L'ANNEE 2017

Mme Bénédicte GAUDIN, adjointe aux finances, annonce au Conseil Municipal que la commune ne dispose pas de l'ensemble des informations nécessaires au vote des taux ce soir, notamment sur le processus de neutralisation financière proposé par la Communauté de Communes Loire Layon Aubance.

M. le Maire précise que la préfecture autorise les communes à voter leur taux jusqu'au 30 avril et proposera en fin de séance une prochaine date de Conseil Municipal en conséquence.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal,
- PREND ACTE du report de ce point à la prochaine séance.

2017.026 – FINANCES – APPROBATION DU PROJET DU CITY-STADE

Mme GAUDIN, adjointe aux finances, revient sur le projet de city-stade qui a fait l'objet d'une présentation complète en Conseil Municipal le 4 novembre 2016.

Elle indique que ce dossier fait l'objet d'une demande de subvention au titre de la Dotation aux Equipements des Territoires Ruraux (DETR) dans le cadre des compétences déléguées du Conseil Municipal au Maire comme cela a été rapporté dans la séance du Conseil Municipal du 3 mars dernier.

A l'examen du dossier, les services de la préfecture demande à ce que ce dossier fasse l'objet d'une approbation du Conseil Municipal.

M. le Maire propose donc de bien vouloir approuver ce projet de City-stade dont la présentation a été effectuée devant le Conseil Municipal le 4 novembre dernier et dont le montant de l'opération est engagé au budget depuis le 9 décembre dernier.

VU la délibération n°2016-094 du 4 novembre dernier reprenant l'ensemble des éléments du projet, Considérant le vote du budget le 9 décembre dernier et l'inscription de cette opération en investissement,

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE les éléments du programme de l'opération.**
- **APPROUVE le plan de financement présenté le 4 novembre dernier.**

2017.027 – FINANCES – INDEMNITES DES ELUS A REGULARISER

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que ce dernier a décidé de l'attribution des indemnités versées au Maire, aux adjoints et aux conseillers délégués le 28 mars 2014 réparties de la manière suivante :

	% maximum attribuable par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique 1015	% retenus par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique 1015	Montants mensuels au 1/04/2014
Maire	43.00 %	32.48 %	1 234.63 €
1 ^{er} adjoint	16.50 %	16.50 %	626.76 €
Adjoints	16.50 %	15.18 %	577.24 €
Conseillers délégués	6.00 %	5.26 %	200.00 €

M. le Maire informe le Conseil Municipal que depuis le début de l'année 2017, le montant maximal des indemnités de fonction a évolué du fait de l'augmentation de l'indice brut terminal de la

fonction publique servant de base au calcul des indemnités de fonction, de 1015 à 1022 et de l'augmentation du point d'indice.

M. le Maire indique que le montant annuel des indemnités est fixé sur la valeur du point et qu'à ce titre, il a augmenté de 1.2 % entre 2016 et 2017, soit une augmentation annuelle de 640.00 € environ. Le changement d'indice représente une augmentation de 400.00 € environ du montant global des indemnités.

M. le Maire précise que l'augmentation du point d'indice était prévue dans la délibération précédente.

Il est donc nécessaire de modifier les précédentes délibérations avec la suppression du montant de l'indice terminal :

	% maximum attribuable par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	% retenus par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique	Nouveaux montants mensuels
Maire	43.00 %	32.48 %	1 257.19 €
1 ^{er} adjoint	16.50 %	16.50 %	638.66 €
Adjoints	16.50 %	15.18 %	587.57 €
Conseillers délégués	6.00 %	5.26 %	203.60 €

M. le Maire propose donc de bien vouloir modifier la référence au montant de l'indice terminal et de maintenir les taux d'indemnités des élus.

VU le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 6 abstentions et 11 voix pour,

- **MODIFIE les indemnités des élus telle qu'établies ci-dessus.**
- **DIT que ces indemnités subiront automatiquement et immédiatement les majorations correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au compte 6531 du budget.**

2017.028 - PERSONNEL – CREATION DE POSTES POUR DES BESOINS OCCASIONNELS

Mme GAUDIN, adjointe au personnel, rappelle aux membres du Conseil Municipal que deux départs à la retraite d'agents sont prévus au cours du premier semestre 2017.

Le premier concerne un agent d'entretien des locaux au mois d'avril et le second l'agent en charge de la maintenance des bâtiments au mois de juin de cette année.

Pour le poste d'agent d'entretien des locaux, le recrutement d'un agent sur cet emploi permanent sera nécessaire à compter de la rentrée de septembre une fois que les plannings de la rentrée seront connus, que la réflexion en cours sur les modes de gestion et l'organisation suite au départ de cet agent, sera aboutie.

Pour le poste d'agent en charge de la maintenance des bâtiments, le remplacement sur cet emploi permanent sera effectué par l'intercommunalité en 2018 une fois le personnel transféré. En effet, la future organisation des services techniques n'étant pas encore arrêtée, le recrutement sur cet emploi permanent apparaît plus judicieux l'an prochain.

En attendant le recrutement sur ces emplois permanents, Mme GAUDIN indique qu'il est nécessaire de créer deux postes non permanents.

M. le Maire propose de créer :

- Deux postes non permanents au grade d'adjoint technique de 1^{ère} classe.
  - o 1 poste à temps complet pour une durée maximale de 12 mois à compter du 1^{er} juin avec une rémunération sur la base du premier échelon de l'échelle 3.
  - o 1 poste à temps non complet et un taux d'emploi de 74.20 %, à compter du 10 avril pour une durée maximale de 5 mois avec une rémunération sur la base du premier échelon de l'échelle 3 et la possibilité de réaliser des heures complémentaires.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE de créer deux postes non permanents pour un besoin occasionnel d'adjoints techniques conformément au contenu développé dans le corps de la délibération.**
- **AUTORISE M. le Maire à signer tous documents se rapportant à la précédente décision.**
- **DIT que les crédits sont inscrits au budget.**

2017.029 - PERSONNEL – ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LE MARCHE D'ASSURANCE SUR LES RISQUES STATUTAIRES

Mme GAUDIN, adjointe au personnel, informe le Conseil Municipal que le Centre de Gestion peut souscrire pour le compte des collectivités du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques statutaires du personnel.

Le Centre de Gestion du Maine-et-Loire engage dans ce cadre une nouvelle consultation. Les caractéristiques de la consultation sont les suivantes :

- Le contrat sera souscrit en capitalisation.
- Il couvrira l'ensemble des risques statutaires :
  - o Maladies et accidents de la vie privée.
  - o Accidents du travail.
  - o Maladies professionnelles.
  - o Toutes incapacités temporaires de travail et frais inhérents.
  - o Maternité, paternité, adoption.
  - o Décès.
- Franchise : aucune, hormis pour ce qui concerne les arrêts de maladie ordinaire (30 jours cumulés avec abrogation pour les arrêts supérieurs à 60 jours).
- En option : proposition d'une tarification avec introduction d'une franchise de 10 jours fermes pour les accidents de travail et maladies professionnelles.
- Couverture des charges patronales (facultative).

M. le Maire précise que la collectivité prépare en parallèle un renouvellement de l'ensemble de ses contrats d'assurance. Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir adhérer à ce groupement de commandes.

Vu les dispositions de l'article 26 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les articles L.416-4 du code des communes et 57 de la Loi 84-53 suscitée ainsi que des dispositions équivalentes couvrant les risques applicables aux agents non titulaires ;

CONSIDERANT l'intérêt que représente la négociation d'un contrat d'assurance groupe ;

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE de rattacher la collectivité à la consultation lancée par le Centre de gestion pour la couverture des risques statutaires des agents à compter du 1^{er} janvier 2018.**
- **CHARGE M. le Maire de signer la demande de consultation.**

2017.030 – CADRE DE VIE – SIEML : CHANGEMENT DE DEUX PROJECTEURS EXTERIEURS AU COMPLEXE SPORTIF

M. BREVET, adjoint à la voirie, indique au Conseil Municipal que l'un des projecteurs du stade de football est à changer en partie – platine et projecteurs et que le second présente un taux de vétusté élevé. Le remplacement par des équipements de nouvelle génération limitera la consommation électrique pour une performance améliorée.

Après avoir consulté plusieurs prestataires dont le Syndicat d'Energie du Maine et Loire (SIEML), il s'avère que ce dernier a proposé l'offre la mieux placée.

Il présente la proposition du SIEML :

- Prestation : remplacement de 2 projecteurs sur le stade de football.
- Montant de la dépense : 5 312.46 € Net de taxe.
- Taux du fonds de concours : 75%.
- Montant du fond de concours à verser au SIEML : 3 984.35 € net de taxe.

M. le Maire propose donc de bien vouloir accepter la proposition du SIEML sur cette opération.

Vu l'article L.5212-26 du CGCT,

Vu la délibération du Comité Syndical du SIEML en date du 26 avril 2016 décidant les conditions de mise en place d'un fonds de concours,

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **DECIDE de verser au SIEML un fonds de concours d'un montant de 3 984.35 € représentant 75 % de l'opération EP247-17-70 d'un montant de 5 312.46 €.**

2017.031 – EDUCATION – ALAE : CONTRAT DE VACATION A PASSER

Mme GAUDIN, adjointe au personnel, informe le Conseil Municipal que l'Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (ALAE) emploie du personnel en régie, du personnel de la Fédération des Œuvres Laïques, des intervenants associatifs. Il va avoir recours également à du personnel vacataire pour des animations autour de l'expression orale.

Afin de permettre à l'ALAE de proposer ce type d'animation, Mme GAUDIN propose de recruter un agent vacataire pour effectuer une mission d'animation spécifique et ponctuelle à caractère discontinu, rémunérée à la vacation et après service fait.

Cet agent sera rémunéré sur la base de vacation d'une durée d'une heure et quart avec un taux horaire de 26.96 € brut.

M. le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que ce dernier est compétent pour créer ou supprimer les postes et propose à ce titre aux membres du Conseil Municipal de bien vouloir avoir recours à un vacataire pour l'ALAE.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- **DECIDE la création d'un poste de vacataire à compter du 24 avril 2017 pour 10 vacations.**
- **AUTORISE M. le Maire à signer l'arrêté ou le contrat de vacation.**

2017.032 - LLA – ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ETUDE D'ASSAINISSEMENT

M. BREVET, membre de la commission Assainissement à la Communauté de Communes Loire Layon Aubance (CCLLA), rappelle que la loi NOTRe impose la prise de compétence assainissement au titre des compétences obligatoires au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

Aussi, afin de faciliter ce transfert, il est nécessaire dès à présent de procéder à une étude sur l'exercice de la compétence assainissement.

Pour ce faire, il a été décidé de créer un groupement de commandes entre la CCLLA et les communes qui exercent actuellement cette compétence, dont La Possonnière.

Le coordonnateur du groupement de commandes a pour mission de lancer et conclure des marchés de prestation de services pour des missions d'études sur l'élargissement et l'harmonisation de la compétence assainissement sur le territoire de la Communauté de Communes, de lancer les études et de les suivre.

Ces études comportent deux lots :

- Lot 1 : Etudes diagnostiques du système d'assainissement des eaux usées (stations et réseaux) et élaboration du schéma directeur d'assainissement. Ces études sont estimées à 360 000.00 € environ et son financement est réparti au réel entre la CCLLA et les communes concernées. L'estimation pour la commune de la Possonnière s'élève à 31 760.00 € HT.
- Lot 2 : Accompagnement au transfert de la compétence assainissement – analyse et étude des modes de gestion et accompagnement à la procédure de délégation et/ou mise en œuvre d'une régie. Le financement s'effectue pour cette mission au prorata de la population. L'estimation pour la commune de La Possonnière s'élève à 4 430.00 € HT.

M. BREVET précise que les missions du lot 1 d'étude diagnostique et de schéma directeur étaient inscrites au budget assainissement et devaient être lancées cette année ; la commune profite donc du groupement de commandes pour le choix du bureau d'études.

Il indique que ces missions bénéficient du co-financement de l'agence de l'eau pour 60 % et de 10 % du département sur l'accompagnement au transfert de la compétence, ce qui porte le coût pour la collectivité à 11 700.00 € environ.

Mme. PODEUR fait observer que si le lot 1 permet de satisfaire l'obligation réglementaire d'un diagnostic périodique, le lot 2 tel que présenté, risque fort de déboucher sur une nouvelle mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation et la négociation d'une délégation de service public (DSP) ; elle fait part de ses réserves sur le coût des missions de conseil successives.

M. le Maire propose donc au Conseil Municipal de bien vouloir accepter la création de ce groupement de commandes tout en prenant en compte les réserves exprimées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

Vu les statuts de la communauté de communes Loire Layon Aubance approuvé par arrêté préfectoral n° DRCL/BFSL/2016-176 portant fusion des communautés de communes Loire Layon, Coteaux du layon et Loire Aubance ;

Vu la délibération Communautaire en date du 9 mars 2017 adoptant l'adhésion de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance au groupement de commandes - Mission d'études sur l'élargissement et l'harmonisation de la compétence assainissement ;

CONSIDERANT l'intérêt du groupement de commandes en amont de la prise de compétence ;

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

- **ACCEPTE la création de ce groupement de commandes.**
- **ADOPTE le projet de convention proposée.**

- **VALIDE le principe du co-financement de ces études.**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**
- **SOUS RESERVE que le lot 2 intitulé « Accompagnement au transfert de la compétence assainissement » inclue une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du cahier des charges en cas de passage en DSP.**

QUESTIONS DIVERSES :

M. le Maire rend compte au Conseil Municipal des délégations qui lui ont été confiées dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marché public :

M. le Maire indique qu'il a signé le marché de travaux de la réhabilitation de l'avenue de la Gare avec l'entreprise EUROVIA. L'estimation du marché s'élevait à 329 888.50 € HT, variantes comprises. 7 offres ont été reçues variant de 304 680.00 € à 368 962.48 € HT. L'offre retenue s'élève à 308 907.84 € et constitue l'offre économiquement la plus avantageuse, notamment sur les critères techniques et de délais.

Droit de préemption concernant les biens suivants :

M. le Maire indique aux membres du Conseil Municipal qu'il a renoncé au droit de préemption de la commune pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner au motif que ces biens ne représentent pas d'intérêt pour la collectivité :

- Un bien bâti au 7 rue des Genêts.
- Un bien bâti au 7 rue Saint Clément.

Tour de table :

- **M. Jacques GENEVOIS** : indique que la commune a reçu l'autorisation de démarrer les travaux sur l'espace naturel sensible situé entre le Port et les Petites Croix. Il indique également que Martine PASQUIER, agent d'entretien, a pris sa retraite le mois dernier.
- **Mme Bénédicte GAUDIN** : annonce le carnaval le lendemain, samedi 8 avril.
- **Mme Emmanuelle ROUSSEAU** : relate les réunions sur jardins en balade et sur le projet histoire qui seront présentés lors de prochains conseils municipaux.
- **M. Jean-Luc MAHE** : annonce l'agenda culturel avec un concert du groupe Thérapy au théâtre le 8 avril, le bal du basket le même jour, et la diffusion du film « boires et déboires » le 27 avril prochain.

Heure de fin du Conseil Municipal : 22h45

Date du prochain Conseil Municipal : 28 avril 2017 à 20h30.